

L'entrepreneuriat agricole privé en Afrique et son financement

Table ronde 2 : L'état des solutions existantes ou envisagées pour accroître le financement de l'investissement privé dans le secteur agricole en Afrique

Florian Léon

Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International

3 février 2023

Paris



- Accès à des financements est une contrainte forte pour l'ensemble des entreprises en Afrique, notamment celles opérant dans l'agro-industrie
- Ces difficultés s'expliquent par des difficultés au niveau de
 - Entreprises agricoles (demande)
 - Financeurs (offre)
- Présentation
 - ➊ Présentation schématique de la relation de crédit et de ses difficultés inhérentes
 - ➋ Utilisation de ce cadre pour construire / imaginer les solutions possibles

Entreprises pas toujours capables de postuler

- Compétences internes insuffisantes
- Manque de capitaux internes
- Besoins allant au delà de leur activité propre (logistique et distribution, soutien aux producteurs, etc.)

Balance rendement-risque *sous contrainte de ressources limitées*

- 1 Faiblesse des rendements attendus
 - Financement implique des coûts fixes élevés (étude de dossier, suivi)
 - Plus rentable de financer de grands projets
- 2 Risques (perçus) très élevés
 - Asymétrie d'information → Evaluation du risque complexe
 - Problème accentué dans le secteur agricole africain
 - Volatilité (prix, production, taux de change) → Incertitude
 - Industries agro-alimentaires supportent les risques d'autres acteurs de la filière
 - Cadre institutionnel et régulations inadaptés
- 3 Mobilisation de ressources longues (investissement, BFR)

④ Agir sur la demande : Préparer les entreprises

- Identifier réellement les besoins de financement
- Mise à niveau des équipes pour pouvoir appliquer
- Assistance technique en plus du financement

② Agir sur l'offre

- Mieux analyser et partager le risque
 - Collecte de l'information : départements spécialisés, nouvelles sources de données (GIS, telecom)
 - Partage de l'information : registre de crédits
 - Améliorer le partage des risques : transfert de risque, outils de garantie (garanties sur actifs, credit-bail)
- Faire patienter le capital pour améliorer la rentabilité
 - Mobilisation de ressources à long-terme (ligne de crédit des bailleurs)
 - Accepter un rendement décalé dans le temps qui soit davantage lié aux performances que fixé ex-ante

⑤ Agir à un niveau macroéconomique

- Cadre réglementaire et concurrentiel
- Réformes institutionnelles (justice)